

**TAYEB LOUH :**

# «Il n'y aura pas de bipartite !»

**Aucune réunion bipartite (gouvernement -UGTA) ou tripartite (gouvernement -UGTA-Patronat) n'est prévue selon le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, Tayeb Louh.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Le ministre a laissé entendre hier que ces rencontres ne sont pas justifiées d'autant que l'ensemble des questions ont déjà été réglées sauf la question de la révision du régime indemnitaire. Ce dernier point ne pouvant être réglé qu'à l'issue de l'entrée en vigueur des statuts particuliers, prévus par le statut général de la Fonction publique. A ce propos, Tayeb Louh a indiqué que 12 statuts particuliers ont été adoptés par le gouvernement, sur les 55 statuts prévus. Ce qui implique que le régime indemnitaire ne sera revu qu'à l'horizon 2009.

Concernant la révision du code du travail, Tayeb Louh a précisé que la mouture est fin prête mais qu'elle nécessite encore des discussions entre les partenaires sociaux. D'autre part, Tayeb Louh a indiqué que le système de la Sécurité sociale possède des réserves globales de l'ordre de 176 milliards de dinars dont 113,15 milliards de dinars au niveau des quatre caisses de Sécurité sociale. Auparavant, Tayeb Louh avait présenté hier les nouvelles mesures en faveur des retraités titulaires de pensions ou allocations de retraite, dont l'incidence financière globale dépasse les 20 milliards de dinars.

Ces mesures avaient été décidées lors du dernier Conseil des ministres et entreront en vigueur à partir de la semaine en cours pour certaines et applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour les retraités modestes (moins de 11 000 dinars). Dans le même ordre d'idées, Tayeb Louh a indiqué que le Fonds pour

la retraite comptabilise quelque 62,1 milliards de dinars et devrait compter un montant de 95 milliards de dinars à la fin 2009.

## Des revalorisations des retraites pour 2008

Ainsi, il a été décidé la revalorisation des pensions et allocations de retraite de 5%, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mai 2008. Les concernés sont au nombre de 11 785 413 retraités dont le revenu mensuel moyen est de 305 DA. Cette incidence devra se traduire par une incidence sur les 8 mois de 4,358 milliards de dinars et sur l'année de 6,5 milliards de dinars. Egalement, il a été décidé de revaloriser l'augmentation mensuelle pour le conjoint pris en charge et qui passe de 1 000 DA à 1250 DA.

Avec application immédiate au 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette mesure concerne 400 000 bénéficiaires, avec une incidence annuelle de 1,2 milliard de dinars. De même, 500 000 retraités vont percevoir les arriérés découlant des revalorisations salariales de 2006, 2007 et 2008. Outre le fait que l'exonération de l'Impôt sur le revenu global (IRG), au titre de la loi de finances 2008 et de sa complémentaire pour 2008, va bénéficier à quelque 256 518 bénéficiaires dont la pension est inférieure à 20 000 DA. Soit un gain mensuel de près 680 DA pour ces pensionnés.

## D'autres revalorisations des retraites dès janvier 2009

Au titre de la solidarité, d'autres revalorisations des pensions et allocations de retraite,



Les pensions et allocations de retraite revues à la hausse.

pour les retraités salariés et les retraités non salariés, ont été décidées et seront applicables dès le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ainsi, une augmentation de 5% de l'aide publique aux pensions et allocations directes et pensions principales de reversion inférieures à 11 000 DA a été décidée au profit de 871 519 retraités salariés qui ont déjà bénéficié en juillet 2006, de premières mesures de solidarité. Cette revalorisation aura une incidence financière de l'ordre de 5,069 milliards de dinars. Pour cette catégorie, le seuil minimal des allocations de retraites directes et de reversion a été relevé à 3 500 DA par mois pour 54 502 bénéficiaires et pour un coût de 0,86 milliard de dinars. Ces mesures concernent quelque 926 070 retraités avec une incidence financière globale de 5,924 milliards de dinars. De même qu'une aide publique de 5% aux pensions directes de retraites et pensions principales de reversion inférieures à

11 000 DA au profit des retraités non salariés, qui n'ont pas été concernés par les mesures prises en juillet 2006.

Cette revalorisation concernera 92 981 bénéficiaires et coûtera environ 450 millions de dinars. Le seuil minimal des allocations de retraites directes et de reversion a été également relevé à 3 500 DA mensuels pour 9 686 bénéficiaires, pour un coût de 230 millions de DA. De même, il été décidé de revaloriser les allocations de retraite directes et de reversion (variant entre 3 501 DA et 7 000 DA) pour quelque 387 bénéficiaires et une incidence financière de plus de 5 millions de dinars. Soit un nombre global de bénéficiaires non salariés de l'ordre de 103 054 et une incidence financière de 643 millions de dinars. Soit un total de 1 050 000 bénéficiaires, retraités salariés et non salariés, avec une incidence de 6,56 milliards de dinars.

C. B.

## REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE

# Le satisfecit de la FNTR

**Les autorités du pays se sont enfin intéressées aux retraités, cette frange de la société à bas revenus. La FNTR (Fédération nationale des travailleurs retraités) a exprimé, hier, à travers un communiqué, sa satisfaction pour les nouvelles dispositions prises par le président de la République en matière de revalorisation des pensions et allocations de retraite.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Une décision qui tombe à point nommé pendant ce mois sacré de ramadan, où la facture alimentaire pèse lourd pour les citoyens à revenus moyens et faibles.

Le secrétaire fédéral de la FNTR s'est dit rassuré que cette mesure ait été prise au lendemain même d'une réunion tenue entre le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la fédération, en présence du secrétaire général de l'UGTA, M. Sidi-Saïd. Cette séance de travail a abouti au versement de la deuxième tranche de 50 %, en

termes de rappels d'actualisation applicables aux salaires de base pour le calcul des nouvelles pensions instaurées en 2006. Il a été également décidé d'augmenter la majoration pour conjoint à 1 250 DA pour les titulaires de pensions servies à compter de janvier 2000.

Une troisième mesure, à saluer aussi, celle d'accorder un taux unique de 5 % pour la revalorisation 2008, conformément à l'article 43 de la loi 83-12, qui stipule que «les salaires servant de base de calcul des pensions ainsi que les pensions déjà liquidées sont révisés en fonction de l'évolution

du point indiciaire servant au calcul du salaire de base des travailleurs».

Le taux décidé pour la revalorisation 2008, par rapport aux taux instaurés dimanche dernier en Conseil des ministres, est considéré comme une aide publique aux pensions directes et pensions principales de réversion inférieures à 11 000 DA. Cette même mesure concerne à la fois les retraités salariés et les non salariés qui n'ont pas été touchés par les mesures d'augmentation prises en juillet 2006.

Toujours, répondant aux préoccupations des personnes retraitées et afin que celles-ci puissent faire face à la cherté de la vie, l'Etat a aussi instauré une aide d'un minimum de 3 500 DA pour toute allocation directe et allocation principale de reversion pour les retraités

salariés et non salariés. Ces mesures permettront, selon la FNTR, sans doute, d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités qui sont au nombre de 1 050 000. Faut-il rappeler qu'en juillet dernier, les retraités ayant un revenu inférieur à 20 000 DA ont été exonérés de l'IRG ?

La frange sociale des retraités a été, pendant des années, marginalisée. Il est vrai que même avec 20 000 DA, il serait impossible de satisfaire les besoins d'une famille.

Le temps des retraites à 4 000 et 5 000 DA est toutefois révolu. Ce n'est que justice rendue à des milliers de travailleurs. Il faut rappeler le droit de tout citoyen algérien d'avoir sa part de la rente pétrolière. Mais un combat dans ce sens est encore à mener par les travailleurs.

R. M.

## RENTREE DES CLASSES

# La prime de scolarité maintenue

Plus de 40 milliards de dinars ont été consacrés aux actions de solidarité au profit des élèves à l'occasion de la rentrée des classes 2008/2009. Ce montant marque une augmentation considérable du fonds alloué aux enfants scolarisés. En effet, le nombre de cantines scolaires est passé de 4 114 en 1999 à 11 622 en 2008. Ce qui a permis de servir en 2008, 2 673 000 repas contre 500 000 en 1999. Cela représente une prise en charge de quelque 70 % des élèves du cycle primaire. Une enveloppe de 7,2 milliards de dinars a été débloquée pour la prise en charge de 776 000 élèves en régime de demi-pension et 97 000 en interne. Ce qui a considérablement contribué à la diminution de la déperdition scolaire.

A propos du manuel scolaire, le soutien de l'Etat est considéré comme une action inédite. En effet, les élèves scolarisés disposent aujourd'hui de manuels en qualité et en quantité suffisante. En plus du fait que le prix du livre scolaire est soutenu par les pouvoirs publics, pas moins de 3 870 350 élèves issus des couches défavorisées ont en bénéficié à titre gratuit. 6,5 milliards de dinars ont été débloqués à cet effet.

Par ailleurs, la prime de solidarité a été reconduite pour l'année scolaire 2008/2009. Une enveloppe de 6 milliards de dinars est distribuée à 3 millions d'élèves à raison de 2 000 DA chacun. En matière de transport scolaire, un parc de 3 508 bus a été mis à la disposition des communes. En outre, 1 300 autobus supplémentaires ont été acquis pour couvrir les besoins supplémentaires. Pour ce faire, un budget de 5,7 milliards de dinars a été débloqué.

En ce qui concerne la couverture sanitaire, elle est assurée par 1 187 unités de dépistage et de suivi (UDS). Ces UDS sont encadrées par 1 263 médecins, 1 036 dentistes, 404 psychologues et 1 614 agents paramédicaux. Il est à signaler que 4 200 logements inaccessibles ont été mis à la disposition des enseignants, et ce pour permettre une amélioration de l'encadrement pédagogique mais aussi la couverture des besoins dans quelques filières telles que les langues étrangères.

N. M.